

l'énergie. Pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées par la présente loi, la Direction générale Énergie peut confier à des prestataires externes l'exécution de tâches bien définies ou se faire assister par de tels prestataires. Le Roi détermine les conditions et les règles supplémentaires de recours à des prestataires externes dans l'exécution des tâches confiées à la Direction générale Énergie."

Art. 5. L'article 2 entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

La ministre de l'Énergie,

T. VAN DER STRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3277(2022/2023)

Compte rendu intégral : 25 mai 2023

deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. Voor de uitvoering van de opdrachten die haar door deze wet worden toevertrouwd, kan de Algemene Directie Energie externe dienstverleners belasten met de uitvoering van welbepaalde taken of de bijstand van dergelijke dienstverleners verkrijgen. De Koning bepaalt de voorwaarden en nadere regels om externe dienstverleners in te zetten bij de uitvoering van de opdrachten die aan de Algemene Directie Energie worden toevertrouwd."

Art. 5. Artikel 2 treedt in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De minister van Energie,

T. VAN DER STRAETEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3277(2022/2023)

Integraal Verslag : 25 mei 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2023/41741]

16 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif au permis de conduire pour des camionnettes à moteur à hydrogène ou électrique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté complète l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

L'article 6.4, c) de la directive 2006/126 prévoit que les États membres de l'UE peuvent autoriser la conduite de véhicules de transport de marchandises dont la masse maximale autorisée (MMA) est inférieure ou égale à 4 250 kg avec un permis de conduire de la catégorie B, à condition qu'ils fonctionnent avec une propulsion alternative. Il s'agit essentiellement de véhicules de livraison dont le MMA dépasse 3.500 kg en raison de la masse de la batterie ou du système de propulsion alternatif.

Normalement, les conducteurs de véhicules dont la MMA est supérieure à 3.500 kg doivent être titulaires d'un permis de conduire de la catégorie C ou C1. Toutefois, étant donné qu'il s'agit de véhicules ayant la même capacité de charge que les camionnettes de livraison ordinaires à carburant fossile dont la MMA est inférieure ou égale à 3 500 kg et dont l'augmentation de la masse est uniquement due à la batterie ou au système de propulsion alternatif, cette mesure peut faire en sorte que les camionnettes de livraison à zéro émission deviennent tout aussi intéressantes pour les transporteurs. Après tout, l'investissement dans ces véhicules ne leur fait pas perdre en charge utile.

Ce projet d'arrêté royal prévoit un projet pilote dans le cadre duquel les conducteurs travaillant pour les entreprises de logistique et de transport participantes, qui remplissent certaines conditions, conduiront ces véhicules électriques ou à hydrogène avec un permis de conduire B pendant 3 ans. A cet effet, il déroge à l'article 2, § 1^{er}, 5^o et 7^o, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

En outre, pour la durée de leur participation au projet pilote, ces entreprises doivent communiquer les données nécessaires pour évaluer l'impact du projet pilote sur la sécurité routière et l'environnement. Ces données doivent être anonymisées afin qu'il n'y ait pas de traitement de données à caractère personnel.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2023/41741]

16 APRIL 2023. — Koninklijk besluit betreffende het rijbewijs vereist voor door waterstof of met een elektrische motor aangedreven bestelwagens

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, vult het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs aan.

In artikel 6.4, c), van richtlijn 2006/126 is voorzien dat de EU-lidstaten mogen toelaten dat voertuigen voor vrachtovervoer met een maximale toegelaten massa (MTM) tot hoogstens 4.250 kg bestuurd worden met een rijbewijs categorie B, op voorwaarde dat deze voertuigen op een alternatieve aandrijving rijden. Het gaat in wezen om bestelwagens waarvan de MTM meer dan 3.500 kg bedraagt wegens de massa van de batterij of het alternatieve aandrijfsysteem.

Normaal gezien moeten bestuurders van voertuigen met een MTM van meer van 3.500 kg houder zijn van een rijbewijs categorie C of C1. Maar aangezien het gaat om voertuigen met een zelfde laadvermogen als gewone bestelwagens op fossiele brandstoffen met een MTM van 3.500 kg of minder, waarvan de verhoogde massa louter te wijten is aan de batterij of het alternatieve aandrijfsysteem, kan deze maatregel ervoor zorgen dat nul-emissiebestelwagens even interessant worden voor transporteurs. De investering in dergelijke voertuigen doet hen dan immers niet inboeten aan laadvermogen.

Dit ontwerp van koninklijk besluit voorziet in een proefproject waarbij bestuurders die werken voor deelnemende logistieke en transportbedrijven, die voldoen aan bepaalde voorwaarden, gedurende 3 jaar dergelijke elektrische of waterstofvoertuigen besturen met een rijbewijs B. Het wijkt daartoe af van artikel 2, § 1, 5^o en 7^o, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

Daarbij moeten deze bedrijven voor de duur van hun deelname aan het proefproject de gegevens meedelen die vereist zijn om de impact van het proefproject op de verkeersveiligheid en het leefmilieu te beoordelen. Deze gegevens dienen geanonimiseerd te zijn, zodat er geen verwerking van persoonsgegevens plaatsvindt.

Au cours du projet pilote, il sera annoncé sur le site web du SPF Mobilité et Transports quels véhicules répondent aux exigences et quelles sont les entreprises participantes.

Aucune donnée personnelle n'est traitée dans l'exécution du présent arrêté.

L'arrêté cesse d'être en vigueur 3 ans après son entrée en vigueur.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

16 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif au permis de conduire pour des camionnettes à moteur à hydrogène ou électrique

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et l'article 26, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Considérant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu la consultation de la Commission européenne ;

Vu l'avis 73.039/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Art. 2. Le permis de conduire valide pour la catégorie B, délivré depuis deux ans au moins, autorise la conduite des véhicules de la catégorie C1 dont la masse maximale autorisée n'excède pas 4.250 kg.

L'autorisation visé à l'alinéa 1^{er} ne vaut que pour les conducteurs de véhicules à moteur à hydrogène ou électrique, utilisés pour le transport de marchandises, sans remorque, pour autant que l'excès de masse au-delà de 3.500 kg soit dû exclusivement à l'excès de masse du système de propulsion par rapport au système de propulsion d'un véhicule de même dimension équipé d'un moteur à combustion interne traditionnel à allumage commandé ou par compression et à condition que la capacité de charge ne soit pas augmentée par rapport à ce véhicule.

Les véhicules remplissant les conditions visées à l'alinéa 2 sont répertoriés sur le site internet du Service Public Fédéral Mobilité et Transports.

Art. 3. L'autorisation visée à l'article 2 ne vaut que pour les conducteurs employés ou utilisés par une société établie en Belgique dont l'objet est le transport de marchandises par route et la logistique et qui participe au projet pilote mis en place par le présent arrêté.

Les sociétés visées au premier alinéa s'inscrivent auprès du Service public fédéral Mobilité et Transports et justifient par leurs statuts de leur appartenance au secteur visé au premier alinéa conformément à la procédure décrite sur le site internet du Service public fédéral Mobilité et Transports.

Art. 4. Les sociétés visées à l'article 3 transmettent, pour la durée de leur participation au projet pilote et selon la procédure décrite sur le site web du Service public fédéral Mobilité et Transports, les données suivantes anonymisées relatives aux conducteurs et aux véhicules visés à l'article 2 au Service public fédéral Mobilité et Transports :

1° le type de véhicule: la marque, le modèle, le genre de propulsion alternative, la masse maximale autorisée et la capacité de charge ;

2° le nombre de kilomètres parcourus ;

3° le nombre de voyages effectués ;

4° le type de zone de travail : urbaine, extra-urbaine ou les deux ;

Tijdens de duur van het proefproject zal op de website van de FOD Mobiliteit en Vervoer meegedeeld worden welke voertuigen aan de vereisten voldoen en welke de deelnemende bedrijven zijn.

Bij de uitvoering van dit besluit worden geen persoonsgegevens verwerkt.

Het besluit treedt buiten werking 3 jaar na zijn inwerkingtreding.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

16 APRIL 2023. — Koninklijk besluit betreffende het rijbewijs vereist voor door waterstof of met een elektrische motor aangedreven bestelwagens

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid, en artikel 26, vervangen bij de wet van 9 juli 1976;

Overwegende het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op de raadpleging van de Europese Commissie;

Gelet op het advies 73.039/4 van de Raad van State, gegeven op 1 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs.

Art. 2. Het rijbewijs geldig verklaard voor de categorie B, sinds ten minste twee jaar afgegeven, laat toe voertuigen van de categorie C1 met een maximale toegelaten massa van ten hoogste 4.250 kg te besturen.

De toelating bedoeld in het eerste lid geldt slechts voor bestuurders van door waterstof of met een elektrische motor aangedreven voertuigen, mits de massa boven 3.500 kg uitsluitend toe te schrijven is aan de grotere massa van het alternatieve aandrijfsysteem in vergelijking met de massa van het aandrijfsysteem van een voertuig met dezelfde afmetingen dat is uitgerust met een interne verbrandingsmotor met een elektrische of compressieontsteking, en mits het laadvermogen niet wordt verhoogd ten opzichte van hetzelfde voertuig.

De voertuigen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in het tweede lid worden opgelijst op de website van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

Art. 3. De toelating bedoeld in artikel 2 geldt slechts voor bestuurders die in dienst zijn van of werken voor een in België gevestigde vennootschap waarvan het voorwerp in verband staat met het vervoer van goederen over de weg en logistiek en die deelneemt aan het proefproject ingericht bij dit besluit.

De vennootschappen bedoeld in het eerste lid melden zich aan bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer en tonen met hun statuten aan dat zij tot de in het eerste lid bedoelde sector behoren volgens de procedure beschreven op de website van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

Art. 4. De vennootschappen bedoeld in artikel 3 bezorgen, voor de duur van hun deelname aan het proefproject en volgens de procedure beschreven op de website van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, de volgende geanonimiseerde gegevens met betrekking tot de bestuurders en de voertuigen bedoeld in artikel 2 aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer:

1° het type voertuig; het merk, het model, de aard van de alternatieve aandrijving, de maximale toegelaten massa en het laadvermogen;

2° het aantal gereden kilometers;

3° het aantal ritten;

4° het werkgebiedstype: stedelijk, buitenstedelijk of beide;

5° si le véhicule a pris la place d'un véhicule à moteur à combustion interne ou a été utilisé de manière complémentaire ;

5° le nombre d'accidents de la circulation.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur après l'expiration d'un délai de trois ans.

Le présent arrêté cesse d'être en vigueur après l'expiration d'un délai de trois ans prenant cours le jour de son entrée en vigueur.

Art. 6. Le ministre qui a la Circulation routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

5° of het voertuig de plaats heeft ingenomen van een voertuig met verbrandingsmotor of aanvullend werd ingezet;

5° het aantal verkeersongelukken.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit besluit treedt buiten werking na afloop van een termijn van drie jaar te rekenen van de dag waarop het in werking is getreden.

Art. 6. De minister bevoegd voor het Wegverkeer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel op 16 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2023/41836]

23 MAI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 28 juin 2022, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, relative à la possibilité d'instauration d'un régime de navigation en système (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la batellerie ;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 28 juin 2022, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie FILLIN "dénomination de la cp", relative à la possibilité d'instauration d'un régime de navigation en système.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2023

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2023/41836]

23 MEI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, betreffende de invoeringsmogelijkheid van een regime van systeemvaart (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart ;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, betreffende de invoeringsmogelijkheid van een regime van systeemvaart.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.